

ROBY, Yves, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*. Québec, « Les cahiers de l'Université Laval », 20, Les Presses de l'Université Laval, 1976. 250 p. \$12.50.

Robert Armstrong

Volume 32, numéro 1, juin 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303680ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303680ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Armstrong, R. (1978). Compte rendu de [ROBY, Yves, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*. Québec, « Les cahiers de l'Université Laval », 20, Les Presses de l'Université Laval, 1976. 250 p. \$12.50.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32(1), 105–111.
<https://doi.org/10.7202/303680ar>

ROBY, Yves, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*. Québec, «Les cahiers de l'Université Laval», 20, Les Presses de l'Université Laval, 1976, 250 p., \$12.50.

Au début de son ouvrage récent, «The Politics of Development — Forests, Mines & Hydro-Electric Power in Ontario 1849-1941», H. V. Nelles

pose les questions suivantes à propos du développement économique en Ontario. Comment le degré d'intervention du secteur public dans l'économie a-t-il été déterminé? De quelle façon l'État a-t-il exercé son autorité pour promouvoir l'industrialisme? Comment les gouvernements successifs ont-ils perçu la question de l'intégration économique continentale? Comment le système politique s'est-il ajusté à ses responsabilités industrielles au vingtième siècle? Sans d'aucune manière suivre le cheminement de Nelles, ni se limiter au rôle de l'État, Yves Roby réussit à répondre à ces mêmes questions dans le contexte québécois des années 1920.

Y. Roby croit discerner deux grands courants de pensée au sein des élites québécoises d'expression française: un discours idéologique de développement et un discours de conservation. L'idéologie du développement est partagée par des gens tels que des petits commerçants, des membres des professions libérales et des journalistes qui se sont tous greffés à la bourgeoisie locale, majoritairement canadienne-anglaise. Ces groupes ont profité, directement ou indirectement, des retombées du développement industriel et leur idéologie traduit assez fidèlement les bénéfices qu'ils en ont retirés. En grande partie, ils se regroupent politiquement au sein du parti libéral. Le succès économique et social de cette nouvelle élite réduit le prestige, la force et le pouvoir de l'élite traditionnelle. Antérieurement l'idéologie de l'élite traditionnelle se centrait sur les thèmes de la langue et de la religion. À partir des années 20 son attention se concentre davantage sur la vie économique québécoise plutôt que sur les retombées des valeurs culturelles et religieuses.

Le cheminement logique de Y. Roby est présenté dans l'introduction et les limites de toute analyse des idéologies sont clairement identifiées. Comment analyser la perception qu'avaient les Canadiens français du développement économique et du rôle du capital américain? L'auteur nous livre une grille de onze questions qui a servi d'instrument de recherche et d'organisation de son étude. Cette grille sert de point de départ à l'analyse des quatre agents en question: le gouvernement et la presse libérale, l'opposition officielle et la presse conservatrice, le clergé et la presse cléricale, et les mouvements nationalistes et la presse indépendante.

L'étude s'ouvre par un aperçu de la vie économique du Québec des années 1900-1929. Y. Roby manifeste une sensibilité réelle aux problèmes statistiques et à la représentativité des chiffres, et une conscience des importantes lacunes dans la plupart des données économiques recueillies durant cette période. D'ailleurs, certains de ces propos sont d'une importance capitale pour tout chercheur dans le domaine:

Nous savons qu'il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'évaluer avec un tant soit peu d'exactitude la place qu'occupent les Canadiens français dans le monde industriel. Il n'existe aucune statistique sur le sujet. D'ailleurs quiconque s'aventurerait à en établir, rencontrerait d'énormes difficultés dont la

moindre ne serait pas l'habitude qu'avait prise nombre d'entrepreneurs de donner des raisons commerciales anglaises à leurs entreprises. Les difficultés sont aussi grandes en ce qui concerne l'évaluation de la participation américaine au développement industriel du Québec. Les statistiques que nous possédons sont établies à l'échelle nationale. Sauf exception, nous ne disposons que de quelques indices fournis par les auteurs de *Canadian-American Industry*. Et là encore, faute de documentation adéquate, nous ne pouvons pas toujours distinguer une entreprise américaine d'une entreprise britannique ou canadienne-anglaise. (p. 25)

Après la première guerre mondiale, le Québec se trouve en période de prospérité économique qui vient pallier quelque peu aux ruptures économiques et politiques des années précédentes. La presse libérale (*Le Canada, La Patrie* et *La Presse*) se fait le porte-parole du gouvernement. Elle préconise le développement de l'industrie par le truchement de l'exploitation des immenses ressources naturelles de la province. Pour la presse libérale l'attrait du capital américain est considéré comme un prérequis à la croissance industrielle. L'opposition officielle et la presse conservatrice (*L'Événement* et le *Montreal Star*) abondent dans le même sens mais, à l'instar du chef du parti conservateur, *L'Événement* propose de donner la priorité à l'agriculture dans le développement à venir. Pour sa part la presse cléricale (*L'Action Catholique, La Semaine religieuse de Québec* et *Le Progrès du Saguenay*) considère que l'industrialisation et le capital américain sont malgré tout préférables à l'émigration massive de la population rurale. La presse cléricale a tendance à s'accrocher à sa vision du monde élaborée au 19^e siècle selon laquelle l'agriculture fournit au Canada français le cadre idéal pour s'épanouir et pour conserver les valeurs religieuses. Enfin, la presse nationaliste (*L'Action française, Le Semeur* et *Le Devoir*) réserve un accueil plutôt froid aux investissements américains considérés comme une menace à la collectivité canadienne-française et à la langue.

La récession économique qui débute en 1921 — il n'est peut-être pas pertinent de l'appeler une « crise » — frappe brutalement au Québec comme ailleurs. Un des signes les plus visibles de cette récession est le relancement du mouvement d'émigration vers les états américains limitrophes. Et quoique la solution traditionnelle, la colonisation, refasse surface, il ne semble pas que le gouvernement l'ait prise très au sérieux. Plusieurs projets de type industriel sont proposés et dans ce cadre le débat sur la transformation de l'amiante au Québec est relancé.

Dans sa lutte globale contre l'émigration, et donc contre le chômage, le gouvernement est apparemment appuyé par la presse conservatrice et la presse cléricale. Mais quand il s'agit de la politique industrielle des libéraux, le clergé et la presse cléricale se rangent du côté des nationalistes.

Selon Y. Roby, ceux-ci surestiment l'importance de l'invasion américaine et le rôle du gouvernement provincial dans le délaissement des campagnes. Pour la majorité d'entre eux, l'agriculture demeure la solution idéale. Grandement pessimistes à la suite de la récession de 1921, ces groupes reprochent notamment au gouvernement l'abandon des richesses naturelles, un certain enseignement commercial dans lequel la langue anglaise occupe une place trop importante, et bien sûr la situation économique précaire. D'après l'auteur :

Toutefois, la grande majorité des nationalistes se préoccupe davantage du long terme. Et à long terme ce que l'on vise, c'est la libération économique, l'émancipation économique, l'indépendance économique, même partielle. C'est ce à quoi rêvent les partisans de l'A.C.J.C., de l'Action française, les membres de la presse indépendante, du clergé et de la presse cléricale, enfin tous ceux qui placent la question nationale en tête de leurs préoccupations. (p. 105)

Cette seule solution pourrait faire disparaître le sentiment d'infériorité et la mentalité de colonisé héritée soit de la conquête de la Nouvelle-France, soit du régime fédéral imposé par la constitution de 1867.

Signalons que l'analyse que l'auteur fait de la réception de la pensée indépendantiste parmi les groupes nationalistes des années 20 semble révéler une certaine ambiguïté. Après avoir apparemment souligné que la grande majorité des nationalistes se préoccupait du long terme et de l'indépendance économique, au moins partielle, Y. Roby constate que seulement une minorité des nationalistes pensaient ainsi.

Une minorité où l'on retrouve essentiellement les dirigeants ou les partisans de l'Action française estime que seule une solution politique pourra reformer la mentalité des Canadiens français. Cette solution politique, c'est l'indépendance du Québec. (p. 114)

L'analyse socio-économique reprend sa place cependant, au moment où l'auteur relie l'hostilité des membres du clergé et de l'ensemble des nationalistes, à l'égard de l'industrialisation, à la structure économique et sociale sous-jacente en pleine mutation.

L'émigration demeure au centre des préoccupations des Québécois à la mi-décennie. Mais, progressivement, les difficultés sont atténuées par le relancement économique et l'expansion spectaculaire de l'industrie de pâte et papier, de l'aluminium et des ressources hydrauliques. La presse libérale et conservatrice à Montréal et à Québec poursuivent une campagne en faveur de l'achat des produits canadiens et d'une meilleure protection tarifaire. On a tendance à attendre le remède du consommateur et d'Ottawa. Les industries traditionnelles du textile, des vêtements et des chaussures sont particulièrement visées par ces campagnes, étant donné leur perte d'importance relative dans la production manufacturière totale.

Le projet d'exploitation de l'énergie électrique à Carillon en 1924 permet au premier ministre Taschereau de définir clairement sa politique industrielle. Le gouvernement libéral s'oppose à l'exportation de l'énergie électrique aux États-Unis dans l'espoir de voir les Américains, comme après l'embargo sur le bois de pulpe en 1910, établir leurs manufactures au Québec. Par la suite plusieurs villes mettront l'accent sur la proximité des ressources hydro-électriques et de leur prix peu élevé. Au début de 1926, Taschereau annonce un projet de loi qui a pour but d'interdire l'exportation de l'électricité. Cette politique coïncide avec l'entrée des capitaux américains et étrangers qui se poursuit à un rythme qui, selon l'auteur, prend l'allure d'une véritable invasion. Parallèlement, et à l'opposé des conservateurs, le gouvernement abandonne toute idée d'un embargo sur l'amiante brut en prétendant que la concurrence africaine était trop vive et qu'un embargo n'aurait pas les effets désirés sur la transformation au pays.

Toutefois, il ne faut pas exagérer l'impact qu'eut la loi interdisant l'exportation de l'électricité. Durant plusieurs années l'aliénation des chutes d'eau s'effectua par vente pure et simple, et ce n'est qu'en 1907 que le gouvernement du Québec entreprit l'aliénation par bail. Or, beaucoup des sites les plus importants (Shipshaw, Grande Décharge, Shawinigan, La Tuque, Grand'Mère, etc.) avaient déjà été vendus soit par contrat privé soit par encan public. À partir de 1907 le gouvernement fédéral commença à surveiller l'exportation de l'hydro-électricité et en 1925 imposa une taxe d'exportation. La législation québécoise de 1926 ne touche pas aux propriétés aliénées par vente avant 1907. Comme dans le cas de l'embargo sur le bois de pulpe en 1910, la province n'avait juridiction que sur celles qui lui appartenaient encore. Le droit de légiférer dans le domaine des exportations, comme tel, fut exclusivement du ressort fédéral. Il n'est pas alors surprenant qu'en même temps qu'il annonce sa loi sur l'hydro-électricité, le gouvernement Taschereau renonce à mettre un embargo sur l'amiante brut. Il n'avait pas le choix car la grande majorité des droits miniers dans ce secteur avait été déjà aliénée aux intérêts privés au dix-neuvième siècle.

D'après Y. Roby, « L'observateur est vivement frappé par le pessimisme qui se dégage des études des nationalistes durant cette période, et que le retour de la prospérité ne semble qu'accentuer. » (p. 145) Ceux-ci craignent pour la réalisation de leur projet collectif. Pour les nationalistes, l'arrêt sur des exportations d'électricité n'est qu'un début, il faut continuer le combat. La crainte de l'américanisation qui résulte des importations des capitaux américains a pour effet de rapprocher le parti conservateur des idées de la presse nationaliste et cléricale. L'admiration devient mutuelle. Ce ralliement de l'opposition aux politiques du gouvernement Taschereau connaît son apogée à l'occasion des élections provinciales de mai 1927. La politique industrielle du gouvernement libéral y devient un thème majeur et l'appui massif de la population au parti libéral renvoie les nationalistes dans le désespoir et l'angoisse. Ils dénoncent les conséquences de la vente du capital américain dans les termes les plus noirs.

Il était facile, déclare Joseph Dansereau du comité central de l'A.C.J.C., d'identifier l'ennemi à l'époque de Dollard. C'était l'Iroquois. Qui est l'Iroquois en 1928? «L'américanisme, reprend-il de façon imagée, voilà l'Iroquois, aux ruses civilisées, qui pour l'invasion a remplacé la chanson de guerre par le jazz, le dancing-song et le cinéma; la danse de guerre par le black-bottom; le tomahawk qui assomme, par le dépouillement «légal» de nos biens, nos traditions, notre fleuve, nos pouvoirs hydrauliques, nos forêts et notre industrie.» (p. 183)

Sur la scène économique, la presse nationaliste s'inquiète particulièrement de la concentration industrielle, phénomène étroitement lié à l'arrivée des capitaux américains. Mais au fond, ce sont les conséquences politiques de «l'invasion» du capital américain qui semblent susciter les appréhensions les plus vives. Le capital américain ne vient-il pas déséquilibrer davantage la balance des forces anglaises-françaises à l'intérieur du Québec? La nécessité d'une contre-stratégie de développement économique est évidente et les milieux nationalistes proposent à nouveau de développer l'agriculture et la colonisation de nouvelles terres, d'encourager la petite et la moyenne entreprise, et de recourir aux principes coopératifs afin de s'opposer aux cartels et aux entreprises géantes.

L'importance accordée dans la presse nationaliste au phénomène de la concentration industrielle fut-elle démesurée? Nous pensons que non. Au point de vue du nombre de consolidations, les périodes importantes de regroupement dans l'industrie manufacturière américaine vont de 1898 à 1902 et de 1926 à 1930. Le processus de concentration industrielle s'étendait au domaine des ressources naturelles dans toutes les régions périphériques à la métropole américaine durant les années suivantes. Les années de forte expansion économique furent particulièrement propices à la concentration industrielle. Des quelque 374 consolidations recensées par la Commission royale sur l'écart des prix et l'achat en quantité au Canada, 58 se sont effectuées durant les années 1909-1912, et 231 durant les années 1925-1930. L'analyse de Y. Roby ne semble pas apprécier l'importance de ce changement structurel dans l'économie québécoise des années 20 et surtout, sa dimension internationale.

L'absence d'une étude spécialisée portant sur le développement économique du Québec pendant les années étudiées par Y. Roby est à regretter. Les livres bien connus de Hamelin et Roby, et d'Albert Faucher sur le 19^e siècle, n'ont malheureusement pas leurs équivalents au 20^e. À l'exception de l'ouvrage de J. Dales sur l'hydro-électricité et le développement industriel, il n'existe que des analyses très générales des années 1896-1929. En l'absence d'études spécialisées sur l'économie québécoise des années 20, l'auteur n'est-il pas alors amené à introduire son étude en nous plongeant dans une description sectorielle et l'économie sans cadre d'analyse précis de la structure économique d'alors? Et que penser des passages largement empruntés à la thèse de maîtrise de Marc Vallières, étude non encore pu-

blée? Dans le domaine de la pensée économique, devrait-on parler d'un brillant succès de la politique de Taschereau pour attirer les investissements américains (p. 165), ou plutôt d'une brillante absence de politique?

Signalons, enfin, que l'étude porte exclusivement sur les idéologies du gouvernement libéral et de certaines élites québécoises. Les attitudes prônées par des porte-parole d'autres regroupements sociaux, notamment les organisations syndicales, ne sont pas examinées. Les seuls points de vue des milieux d'affaires et de la petite-bourgeoisie sont mis de l'avant.

Mais ceci dit, il faut souligner le travail qu'a accompli Y. Roby dans son domaine choisi. Disons-le clairement. Cette excellente étude dépasse le domaine indiqué par son titre et nous instruit sur des sujets plus étendus que la perception des investissements américains par les Québécois. Ainsi le caractère de la croissance économique, la nature de la structure sociale et la stratégie de développement de l'État sont également examinés. Sans aucunement tomber dans l'économisme, cette analyse des idéologies québécoises privilégie la condition économique au point de se distinguer comme un ouvrage d'économie politique des années 20.

*Département d'Administration
et d'Économie
Université du Québec à Trois-Rivières*

ROBERT ARMSTRONG